

EDUCATION • ENSEIGNEMENT • ONDERWIJS • BILDUNG



PRÉSIDENTE BELGE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE :

Retour sur les événements marquants
pour l'enseignement

Chers Collègues,

Durant la Présidence belge, dans le domaine de l'éducation, c'est la Fédération Wallonie-Bruxelles qui occupait le siège de la présidence au nom de la Belgique. L'éducation est une compétence d'appui de l'Union européenne. Cela signifie que l'Union européenne ne peut intervenir que pour soutenir, coordonner ou compléter les actions de ses États membres. Le Conseil, dans le domaine de l'éducation, adopte principalement des conclusions, des résolutions et des recommandations, adressées aux États membres, mais qui peuvent cependant être concrètes pour les citoyens.

Pour l'éducation, la Présidence belge s'est concentrée sur quelques thématiques : l'apprentissage tout au long de la vie, la mobilité dans l'enseignement supérieur et dans l'enseignement et la formation professionnels, l'éducation numérique et les politiques et les pratiques éclairées par des données probantes.

Nous sommes fiers du travail accompli et reconnaissants de l'opportunité de collaboration et du travail fourni par de nombreuses équipes du Ministère. Pour l'avenir, nous nous réjouissons de la poursuite des progrès réalisés, en termes de contenu, d'intérêt pour les Relations internationales mais aussi de coopération avec différents acteurs, tels que nos homologues flamands, germanophones ou la Commission européenne. La récente rencontre entre le Service général du Numérique éducatif et ses homologues flamands du Kenniscentrum Digisprong en est un bel exemple.

Nous souhaitons bonne chance à la Présidence hongroise actuelle, et aux Présidences futures. Du côté de la Belgique, il faudra attendre au minimum 13 ans et demi avant que cela ne se reproduise !

Ce document présente une vue d'ensemble des réalisations de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne, en mettant l'accent sur les différents événements dans le domaine de l'éducation qui ont jalonné ces 6 mois ainsi que sur les réalisations majeures !

La plupart de ces réunions sont organisées de manière régulière, tous les six mois, lors de chaque Présidence.

Bonne lecture !

Quentin David

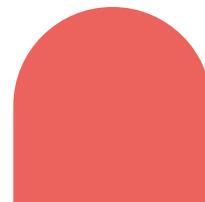
- ▶ [La Présidence belge pour la FWB](#)
- ▶ [La Présidence belge dans le domaine de l'éducation](#)



TABLE DES MATIÈRES

01	Groupe de haut niveau de l'éducation et de la formation (GHN)	p 3
02	Réunion des Directeurs généraux de l'enseignement obligatoire	p 4
03	Conférence "Éducation éclairée par des données probantes : politiques et pratiques"	p 5
04	Réunion ministérielle informelle	p 6
05	Réunion des Directeurs généraux de l'enseignement et de la formation professionnels	p 7
06	Conférence européenne sur l'apprentissage tout au long de la vie	p 8
07	La réunion des Directeurs généraux de l'enseignement supérieur	p 9, 10
08	Le processus de Bologne	p 11
09	Conférence : "Dialogues sur l'éducation numérique"	p 12
10	Conseil Éducation, jeunesse, culture et sport"	p 13
11	La réunion des attachés du Comité de l'éducation en Région wallonne	p 14
12	Réunion des attachés du Comité de l'éducation en Région flamande	p 15
13	50ème anniversaire du Comité de l'éducation	p 16
14	Le groupe permanent sur les indicateurs et critères d'évaluation en éducation	p 17
15	Textes adoptés : mobilité et données probantes	p 18, 19

Groupe de haut niveau de l'éducation et de la formation (GHN)



La réunion du groupe de haut niveau sur l'éducation et la formation s'est tenue à Bruxelles les 9 et 10 janvier 2024.

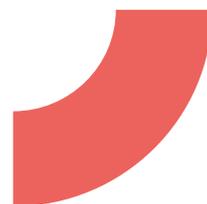
Le groupe de haut niveau est une assemblée informelle de hauts fonctionnaires des États membres et de la Commission, qui se réunit afin de recenser, d'examiner et d'orienter, de manière prospective, les questions stratégiques et transversales pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation. Il joue un rôle central pour établir un lien entre le niveau technique et le niveau politique.

Les discussions ont porté sur l'évaluation de l'Espace européen de l'éducation (EEE) et les politiques éclairées par des données probantes dans le domaine de l'éducation.

Des séances en petits groupes ont permis d'approfondir divers aspects, notamment la qualité, l'équité et l'inclusion dans l'éducation, l'apprentissage tout au long de la vie, la mobilité, les compétences des enseignants, le renforcement de l'enseignement supérieur et le soutien aux transitions vertes et numériques. Des défis et des recommandations ont été identifiés, soulignant l'importance de l'engagement des parties prenantes, d'un financement durable et d'une évaluation stratégique pour garantir le succès des initiatives au sein de l'EEE. Les discussions ont également porté sur la structure de gouvernance, visant à renforcer les liens entre les niveaux politiques et techniques et à développer un cadre global pour piloter la mise en œuvre.

Dans l'ensemble, la réunion du groupe de haut niveau a mis en évidence les efforts multiples nécessaires pour faire progresser l'éducation au sein de l'EEE, en soulignant l'importance de la collaboration, de l'innovation et de la planification stratégique pour relever les défis actuels et façonner l'avenir de l'EEE.

Le deuxième jour du GHN, l'accent a été mis sur l'importance de développer des



politiques et des pratiques éclairées par des données probantes avec une présentation de Tracey Burns, directrice de la recherche au National Centre on Education and the Economy (NCEE) de Washington et de Stefaan Hermans, directeur de la stratégie politique et de l'évaluation à la Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture de la Commission européenne.

Cette première réunion a également permis de mettre en lumière et de discuter du travail de la Présidence belge concernant le texte des "Conclusions du Conseil sur la promotion des politiques et des pratiques éclairées par des données probantes dans le domaine de l'éducation et de la formation en vue de la réalisation de l'espace européen de l'éducation".

Espace européen de l'éducation



Réunion des Directeurs généraux de l'enseignement obligatoire



La réunion des Directeurs généraux de l'enseignement obligatoire offre aux États membres et à la Commission européenne une plateforme pour échanger des idées techniques et des pratiques liées à l'éducation, en mettant l'accent sur le partage d'expériences éducatives. Cette réunion, récurrente, joue un rôle central dans la préparation de nouvelles politiques européennes pour l'enseignement obligatoire dans le contexte de l'Espace européen de l'éducation.

Dans le cadre de la Présidence belge, la réunion des Directeurs généraux de l'enseignement obligatoire a eu lieu le 5 et le 6 février 2024 à Bruxelles avec, comme thème principal, la réussite scolaire de tous les élèves en lien avec la recommandation du Conseil "Passeport pour la réussite scolaire". Parmi les principaux objectifs de cette recommandation, figurent l'amélioration des compétences de base et la réduction du décrochage scolaire dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Laurence Weerts (FW-B), Dirk Van Damme (Center for Curriculum Redesign) et Andreas Schleicher (OCDE) ont inspiré de fructueux débats avec leurs présentations.

L'importance de faire des politiques et des pratiques éclairées par des données probantes une priorité afin de garantir leur efficacité et leur impact tout en promouvant l'excellence éducative, fut soulignée. Il convient également de noter qu'au cours de la réunion, les résultats les plus récents de l'enquête PISA ont été examinés. Des stratégies concrètes et des mesures politiques susceptibles de contribuer à l'amélioration des performances éducatives, telles que reflétées dans les classements PISA, ont été identifiées. L'accent a été mis sur la manière dont une approche éclairée par des données probantes pouvait conduire à une





élaboration plus efficace des politiques et à des pratiques éducatives favorisant l'obtention de résultats positifs.

Cette réunion a été l'occasion de mettre en relation les décideurs politiques européens et les autres parties prenantes, de partager certaines pratiques innovantes en matière d'éducation et de formation afin de favoriser les apprentissages mutuels.

- ▶ La recommandation "Passeport pour la réussite scolaire"
- ▶ Conclusions du Conseil sur la promotion des politiques et des pratiques éclairées par des données probantes dans le domaine de l'éducation et de la formation en vue de la réalisation de l'espace européen de l'éducation

Conférence “Éducation éclairée par des données probantes : politiques et pratiques”



Les 6 et 7 février, plus de 250 personnes (chercheurs, décideurs politiques et parties prenantes) se sont réunis à Bruxelles pour explorer des stratégies visant à favoriser les politiques et les pratiques éclairées par des données probantes en matière d'éducation et de la formation. Les discussions ont porté sur la promotion d'une culture d'approches éclairées par des données probantes, l'amélioration des compétences et la réduction de l'écart entre la recherche et la pratique. Les participants se sont penchés sur des sujets tels que le rôle des intermédiaires dans l'application de la recherche, l'exploitation des données probantes pour l'élaboration des politiques et l'utilité de la recherche fondée sur la pratique. 21 ateliers sur des thématiques spécifiques ont été organisés. L'événement a permis aux États membres et aux organisations de présenter des initiatives réussies afin de renforcer l'Espace européen de l'éducation grâce à des stratégies éclairées par des données probantes.





Revisitez l'intégralité de la conférence, en anglais

- ▶ **Programme**
- ▶ **Enregistrement Jour 1**
- ▶ **Enregistrement Jour 2**

Réunion ministérielle informelle

La mobilité étudiante

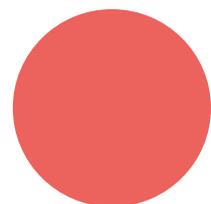
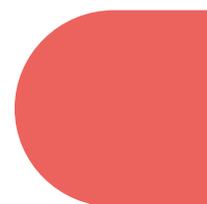


La réunion informelle des ministres en charge de l'enseignement supérieur le 29 février et 1 mars a été l'occasion de se concentrer sur un thème : la mobilité diplômante des étudiants.

La mobilité des étudiants est l'un des projets les plus fédérateurs pour l'Union européenne et ses citoyens. Le programme Erasmus+ reste l'un des projets européens les plus visibles pour nos jeunes. Au fil du temps, divers forums de discussion - tels que le processus de Bologne ou l'Espace européen de l'éducation développé au niveau de l'UE - se sont emparés du sujet, notamment pour améliorer la transparence entre nos différents systèmes éducatifs.

L'UE s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de mobilité des étudiants. Cela ne sera pas sans conséquence pour les États membres, tant les réalités nationales des systèmes d'enseignement supérieur sont différentes. La Présidence belge a donc souhaité ouvrir le dialogue et donner aux ministres de l'enseignement supérieur l'occasion de s'exprimer sur les politiques nationales mises en place pour encourager et soutenir la mobilité, mais aussi sur les difficultés rencontrées.

La mobilité des étudiants a été au cœur des discussions. Cet échange a permis d'évoquer plusieurs pistes de solutions, dont l'approfondissement et la pérennisation des "alliances d'universités européennes" (de nouveaux inter-campus européens) afin de renforcer l'attractivité de l'UE sur la scène internationale.





Les États membres ont également exprimé leur souhait de poursuivre les discussions sur la mobilité asymétrique, afin d'assurer une mobilité "durable et équilibrée". Les États membres ont, lors de cette réunion, suggéré à la Commission la création d'une étude concernant les possibilités, les défis et les effets d'une mobilité équilibrée. Cette demande a été reprise de manière officielle dans la Recommandation du Conseil "L'Europe en mouvement".

- ▶ **Mobilité diplômante dans l'UE : avoir de l'ambition pour nos étudiants**
- ▶ **Recommandation du Conseil du 13 mai 2024 «L'Europe en mouvement» – Des possibilités de mobilité à des fins d'éducation et de formation offertes à tous**



Réunion des Directeurs généraux de l'enseignement et de la formation professionnels (DGVT)

La réunion des Directeurs généraux de l'enseignement et de la formation professionnels (DGVT) s'est tenue les 17 et 18 mars à Malines. La réunion s'est concentrée sur l'une des principales priorités de l'agenda de la Présidence belge, la transition numérique. Au sein de l'enseignement et formation professionnels (EFP), il s'agit d'un sujet brûlant car les secteurs professionnels et techniques sont fortement impactés par les transitions numériques (et vertes). Lors de la réunion DGVT, l'accent a été mis sur deux grandes tendances émergentes : l'intelligence artificielle (AI) et la réalité étendue (XR).

Le Centre commun de recherche de la Commission européenne, la Fondation européenne pour la formation et le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop) ont présenté plusieurs exposés sur la transformation du secteur de l'EFP, l'impact sur l'emploi et la main-d'oeuvre et les principales tendances à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.

Outre les perspectives d'avenir, les États membres se sont également penchés sur les obstacles qu'ils rencontrent dans la mise en oeuvre des politiques numériques au niveau national. D'une manière générale, l'éducation et la formation professionnels sont toujours confrontés à un nombre élevé de jeunes qui quittent l'école, ce qui exerce une forte pression sur le système d'EFP et en déforme l'image. En outre, les États membres ont également du mal à trouver un équilibre entre les compétences professionnelles et les compétences plus générales.

En ce qui concerne les compétences numériques, les États membres sont convaincus que les outils numériques renforcent le potentiel des apprenants de l'EFP. Par exemple, le plan "Extended Reality" de la Flandre, financé par les fonds de l'instrument de relance et de résilience, fut présenté. Ce fut également l'occasion, pour la FW-B, d'informer sur le nouveau parcours d'enseignement qualifiant (PEQ), de mettre en avant des dispositifs inspirants de la FWB, tels que les centres de technologies avancées et pour les collègues du Forem de présenter le Digilearn Studio.

Plusieurs ateliers furent organisés et ont présenté différentes perspectives telles que l'intégration des outils et des méthodes d'apprentissage numérique dans les programmes et les pratiques quotidiennes des enseignants et formateurs ; les liens entre les établissements d'enseignement et de formation professionnels et la recherche en matière d'IA/XR ; les facteurs favorables à l'apprentissage numérique du point de vue des apprenants ainsi que l'impact de l'apprentissage numérique sur l'amélioration des compétences et la requalification.

Les participants ont également discuté de l'état d'avancement des plans nationaux de mise en oeuvre et ont espéré que la déclaration d'Osnabrück, qui porte sur l'enseignement et la formation professionnels en tant que facteurs de redressement et de transition juste vers des économies numériques et vertes, soit couronnée de succès.

- ▶ [Le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle \(CEDEFOP\)](#)
- ▶ [La Fondation européenne pour la formation](#)
- ▶ [Le Centre commun de recherche de l'UE \(Joint Research Centre\)](#)

conférence, les motivations et les obstacles à l'apprentissage tout au long de la vie dans un contexte européen ont été évoqués, ainsi que les différentes opportunités et leviers pour surmonter ces barrières.

En outre, les participants ont examiné comment l'apprentissage tout au long de la vie peut contribuer à relever les grands défis d'aujourd'hui et de demain, tels que la transition numérique et écologique, les changements démographiques, etc. Dans un avenir proche, ces développements seront d'une grande importance pour notre société dans son ensemble.

La conférence a permis de dégager des pistes concrètes sur ce qui peut être fait pour promouvoir une culture de l'apprentissage tout au long de la vie.



- ▶ **Vidéo sur l'apprentissage des adultes**
- ▶ **Enregistrement de la conférence (en français)**

Réunion des Directeurs généraux de l'enseignement supérieur

La réunion des Directeurs généraux de l'enseignement supérieur (DG HE) s'est tenue du 15 au 17 mai à Anvers. Elle a débuté par une réunion informelle des États membres de l'UE et de la Commission européenne sur le thème de la durabilité des alliances d'universités européennes.

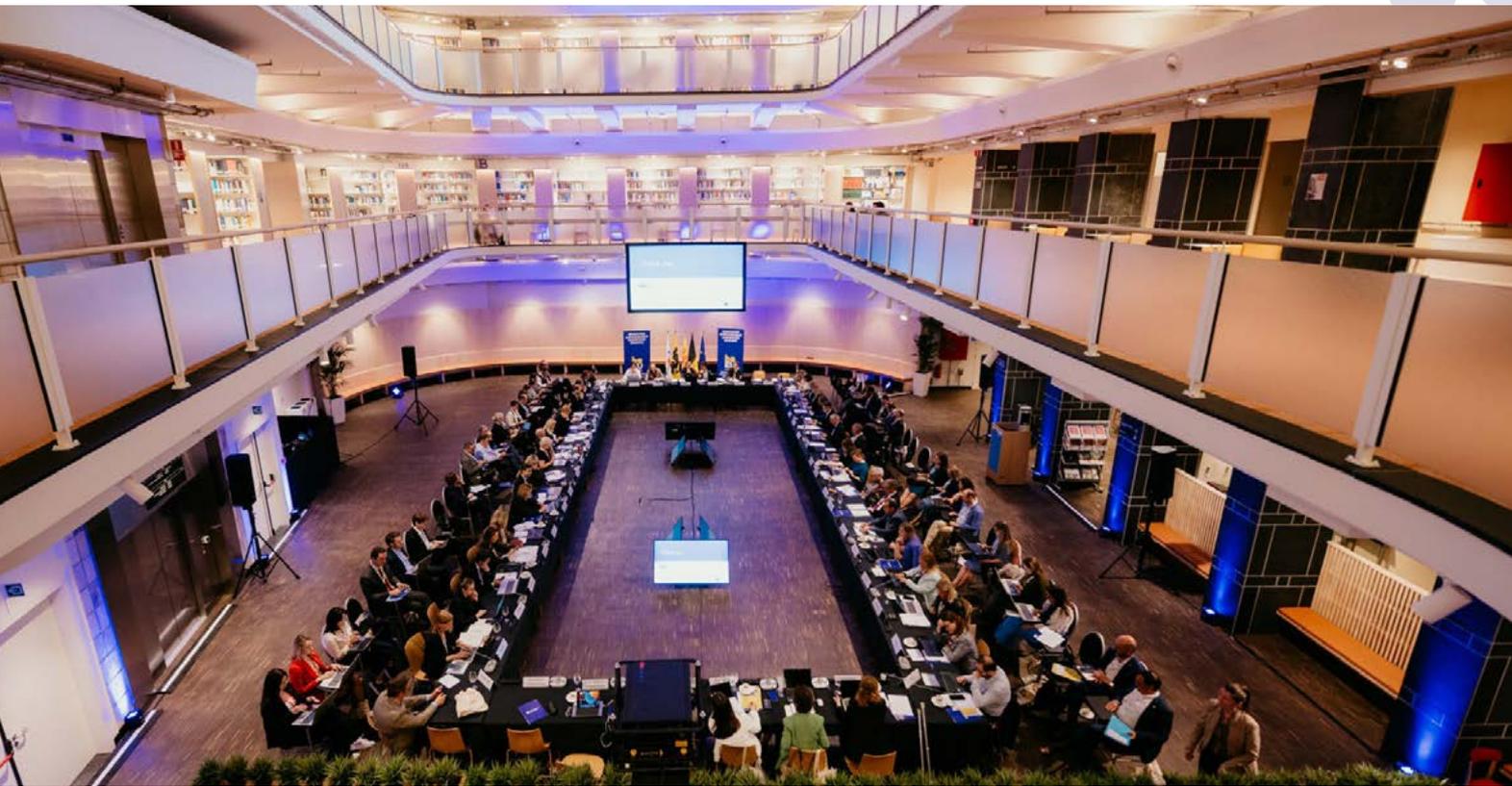
Le premier jour de la réunion a été consacré aux nouvelles propositions (appelées "paquet sur l'enseignement supérieur") de la Commission européenne, sorties le 27 mars 2024, qui comprennent :

1. une communication de la Commission sur un projet de diplôme européen
2. une proposition de recommandation du Conseil sur un système européen d'assurance qualité et de reconnaissance dans l'enseignement supérieur
3. une proposition de recommandation du Conseil sur des carrières attrayantes et durables dans l'enseignement supérieur

À cette fin, la Commission européenne a fait une présentation du paquet, suivie d'une table ronde au cours de laquelle trois établissements d'enseignement supérieur belges ont pu partager leur point de vue. L'après-midi, des sessions en petits groupes organisées autour des trois initiatives ont permis aux États membres d'exprimer leurs premières vues sur les opportunités et les défis qu'ils perçoivent des propositions faites par la Commission. La discussion sur la mise en place d'un potentiel "diplôme européen" autour de valeurs communes a mis en évidence son potentiel à favoriser la coopération transnationale mais également la nécessité de mettre en place des réformes allant au-delà du processus de Bologne.

En ce qui concerne la recommandation sur les carrières attrayantes et durables, un appel a été lancé en faveur d'une meilleure reconnaissance de la diversité des rôles académiques, en particulier pour le personnel, et pour remédier au déséquilibre d'estime entre l'enseignement d'une part et la recherche qui est souvent mieux valorisée. Enfin, les discussions sur la recommandation relative à la création d'un cadre européen d'assurance





qualité et de reconnaissance des qualifications ont été généralement positives, mais ont mis en évidence la nécessité de clarifier les rôles, les responsabilités et les ressources, en particulier en ce qui concerne la reconnaissance mutuelle automatique des qualifications. Les perspectives d'avenir comprennent l'évolution du rôle des établissements d'enseignement supérieur dans l'apprentissage tout au long de la vie, la réduction de la bureaucratie et l'impact de l'intelligence artificielle sur l'éducation.

La deuxième journée a été consacrée à l'avenir de l'enseignement supérieur européen. Elle a débuté par une session plénière sur la mobilité équilibrée. La Présidence belge a présenté un résumé du Conseil informel sur l'enseignement supérieur, au cours duquel les ministres se sont accordés sur les aspects positifs de la mobilité étudiante. Des initiatives clés telles que le processus de Bologne, les alliances d'universités européennes et les processus de reconnaissance automatique des qualifications (y compris le traité sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur entre les pays Baltes et les pays du Benelux) furent discutées. Toutefois, des disparités dans la mobilité étudiante sortante et entrante ont été constatées, souvent influencées par des facteurs tels que le coût et l'accès à l'enseignement supérieur ou la mobilité de crise, en particulier à la suite de conflits.



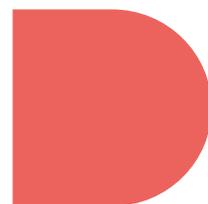
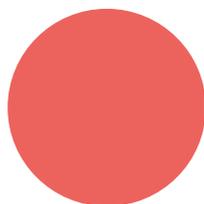
La Commission européenne a fait le point sur la situation, reconnaissant le fort engagement de la Présidence belge et des États membres à promouvoir la mobilité étudiante. Plusieurs États membres ont présenté leurs perspectives et les défis liés à ce sujet. Certains ont mis en évidence des déséquilibres importants et la nécessité d'une analyse plus approfondie des causes (par exemple, les barrières linguistiques et les incitations financières). D'autres ont souligné les problèmes liés à la fuite des cerveaux et la nécessité d'une étude permettant d'obtenir des données objectives sur les flux de mobilité et leurs impacts au niveau national. L'impact de la mobilité sur le développement régional et l'intégration professionnelle a également été souligné.

Enfin, l'Union des étudiants d'Europe (ESU) a appelé à une mobilité inclusive, considérant plusieurs facteurs dont la problématique de la pénurie de logement, et le nécessaire soutien financier en faveur des étudiants qui en ont le plus besoin. La dernière session s'est concentrée sur l'avenir du programme Erasmus+ et a été animée par la Commission européenne.



Les propositions de la Commission européenne concernant l'enseignement supérieur comprennent :

- ▶ **La Communication de la Commission sur un projet de diplôme européen**
- ▶ **La proposition de recommandation du Conseil sur des carrières attrayantes et durables dans l'enseignement supérieur**
- ▶ **La Proposition de recommandation du Conseil pour un système européen d'assurance et de reconnaissance de la qualité dans l'enseignement supérieur**





Le processus de Bologne

Dans le cadre de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne, la Belgique a assuré la coprésidence du Groupe de suivi du processus de Bologne (BFUG) avec le Saint-Siège entre janvier et juin 2024, en collaboration avec l'Albanie dans le rôle de vice-présidence. Dans ce cadre, la *Belgian Education Team* a organisé deux réunions du BFUG à Bruxelles (février et avril 2024) réunissant des délégués des 47 pays de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, de la Commission européenne et des membres consultatifs tels que le Conseil de l'Europe, l'Internationale de l'Éducation et l'UNESCO, entre autres. Le processus de Bologne, lancé par la déclaration de Bologne de 1999, est l'un des principaux processus volontaires au niveau européen, puisqu'il est actuellement mis en oeuvre dans 49 États*, qui définissent l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES). Le Groupe de suivi de Bologne - BFUG - est la structure exécutive qui soutient le Processus de Bologne entre les conférences ministérielles.

* La Russie et la Biélorussie sont suspendues du processus depuis avril 2022.

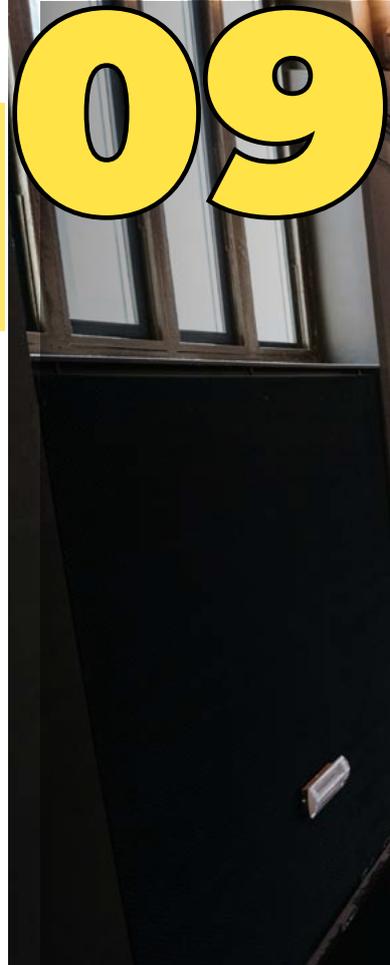
Les principaux objectifs de ces deux réunions en Belgique étaient d'assurer le suivi du processus, qui a fêté cette année ses 25 ans, de clôturer la période de travail 2020 – 2024 en finalisant et approuvant les rapports d'une dizaine de groupes de travail (gouvernance, valeurs fondamentales, dimension sociale de l'enseignement supérieur, mise en oeuvre du processus de Bologne, ...), de faciliter l'organisation de la conférence ministérielle de Tirana ainsi que du dialogue politique mondial ('Global Policy Forum') et de mener avec diplomatie les négociations du communiqué ministériel et du Global Policy Statement. Ces deux documents, posant les orientations et jalons de la prochaine période de travail 2024 – 2027, sont le fruit d'une large co-construction de plusieurs mois impliquant l'ensemble des partenaires. La Belgique et le Saint-Siège faisaient en outre partie du comité rédactionnel.

L'ultime étape de cette chorégraphie était la tenue de la conférence ministérielle de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et du Dialogue politique mondial qui se sont tenus en Albanie, du 28 au 30 mai 2024, rassemblant d'une part les ministres de l'EEES et, d'autre part, les acteurs internationaux (Asie, Amérique, Afrique) intéressés par le renforcement des synergies avec cet espace politique. La Belgique y était représentée par une délégation francophone et néerlandophone composée de représentants académiques et étudiants, et y a animé quelques sessions.

Enfin, poursuivant le souhait de contribuer à l'information et à la sensibilisation du citoyen aux thématiques européennes durant la Présidence, le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles a également produit du matériel de communication autour du processus de Bologne et de ses principaux objectifs et outils : l'organisation des études en trois cycles, l'assurance qualité, le système de crédits d'études, ... qui contribuent à favoriser la mobilité des étudiants. Une vidéo ludique et une fiche d'information ont été produites en français et en anglais afin d'être diffusées lors des deux réunions du BFUG à Bruxelles. Elles ont été soutenues par une campagne de promotion locale. Le matériel promotionnel produit par la Fédération Wallonie-Bruxelles peut être retrouvé ci-dessous, et être réutilisé.

- ▶ [La vidéo en français : Le processus de Bologne \(youtube.com\)](#)
- ▶ [La vidéo en anglais : The Bologna process \(youtube.com\)](#)
- ▶ [Les fiches d'information en français et anglais \(en bas de la page\)](#)
- ▶ [Le Communiqué ministériel de Tirana](#)
- ▶ [Le "Global Policy Statement"](#)
- ▶ [Le Processus de Bologne et l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur](#)

Conférence : “Dialogues sur l'éducation numérique”



La conférence “Dialogues sur l'éducation numérique” qui a eu lieu à Gand les 28 et 29 mai 2024 a porté principalement sur l'avancement de l'éducation numérique dans l'Espace européen de l'éducation (EEE). L'événement a abordé des questions cruciales telles que l'équilibre entre l'apprentissage, les données éducatives et le respect de la vie privée. De plus, les recommandations du Conseil sur l'éducation et les compétences numériques ainsi que l'intégration des technologies émergentes telles que la réalité étendue (XR) et l'intelligence artificielle (IA) ont également été discutées.

Les discussions ont porté sur les points suivants :

1. L'équilibre entre l'apprentissage, les données et la vie privée : l'accent a été mis sur l'importance de la confidentialité des données, en particulier avec l'essor de l'IA et de la XR dans l'éducation. Les participants ont appelé à des mesures strictes de protection des données et à des cadres juridiques solides pour garantir l'utilisation sûre et éthique des données éducatives.
2. EdTech (educational technology) : la confiance dans les technologies éducatives a été un thème central, avec des appels à une plus grande transparence dans le développement des produits et à une meilleure gouvernance des données. La nécessité d'une collaboration entre les éducateurs, les décideurs politiques et les fournisseurs de technologie a été soulignée pour construire un écosystème EdTech digne de confiance.
3. Recommandations du Conseil sur l'éducation et les compétences numériques : quatre sessions en petits groupes ont abordé les sujets stratégiques clés, tels que mentionnés dans les recommandations du Conseil sur l'éducation et les compétences numériques, comme l'évaluation et la certification des compétences numériques, les exigences de qualité pour les outils et les contenus éducatifs numériques, l'inclusion numérique et le bien-être, et les priorités futures en matière d'éducation numérique. Les participants ont discuté des opportunités, des défis, des meilleures pratiques...

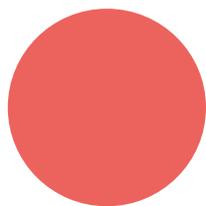




4. Intégration de la réalité étendue (XR) et de l'intelligence artificielle (IA) dans l'éducation et la formation : les présentations et les discussions ont exploré le potentiel de l'XR et de l'IA pour transformer le secteur de l'éducation et de la formation. Les défis tels que les coûts élevés, les obstacles techniques et les considérations éthiques ont été reconnus. Les recommandations portent notamment sur l'élaboration de modèles conceptuels et de politiques visant à guider l'utilisation efficace et inclusive de ces technologies.

La conférence a souligné l'importance de la collaboration, de l'innovation et de la planification stratégique pour faire progresser l'éducation numérique. Les résultats des dialogues sur l'éducation numérique alimenteront les stratégies futures et la révision en cours du plan d'action pour l'éducation numérique. L'événement s'est conclu par un appel à la poursuite du dialogue et de la coopération entre les États membres, la Commission européenne et les parties prenantes afin d'assurer la réussite de la transformation numérique de l'éducation au sein de l'EEE.

- ▶ **La réalité étendue dans l'éducation : publication du Service général du numérique éducatif**
- ▶ **Plan d'action en matière d'éducation numérique (2021-2027)**
- ▶ **Recommandations du Conseil de l'UE sur l'éducation et les compétences numériques**



Conseil “Éducation, jeunesse, culture et sport” (EJCS)

Durant chaque Présidence du Conseil, au minimum un Conseil ministériel EJCS formel a lieu. Durant la Présidence belge, le Conseil Éducation, jeunesse, culture et sport a eu lieu les 13 et 14 mai. Les ministres de l'éducation y ont adopté la recommandation “L'Europe en mouvement – Des possibilités de mobilité à des fins d'éducation et de formation offertes à tous”. Cette recommandation vise à encourager un plus grand nombre de personnes à profiter des possibilités d'étudier et d'apprendre à l'étranger et élargit le cadre de l'UE pour la mobilité à des fins d'apprentissage afin d'englober les apprenants de tous âges, y compris les enseignants et les apprentis.

Les ministres ont également participé à un débat d'orientation sur l'intelligence artificielle (IA) dans l'éducation, en se concentrant sur la préparation des systèmes éducatifs aux défis de l'IA, sur l'évaluation de l'impact actuel de l'IA et sur l'examen de mesures visant à optimiser l'utilisation de l'IA tout en garantissant une éducation de qualité. Ils ont souligné le potentiel de l'IA pour offrir des expériences d'apprentissage personnalisées et l'importance de développer les compétences numériques et de renforcer le rôle des enseignants. Les ministres ont également attiré l'attention sur les risques potentiels que présente cette nouvelle ère technologique et ont invité la Commission à définir une approche commune, à l'échelle de l'UE, de l'utilisation de l'IA dans l'éducation et la formation.

Les ministres ont aussi approuvé des conclusions identifiant un certain nombre de domaines prioritaires clés pour la promotion de politiques et de pratiques éclairées par des données probantes dans le domaine de l'éducation et de la formation, en vue de la réalisation de l'espace européen de l'éducation.

- ▶ **Conseil “Éducation, jeunesse, culture et sport”, 13-14 mai 2024**
- ▶ **Enregistrement de la session publique du Conseil présidée par la ministre de l'éducation en Fédération Wallonie-Bruxelles.**
- ▶ **Pour une analyse plus précise des textes adoptés, voir la section 15 sur la mobilité (page 18)**



Réunion des attachés du Comité de l'éducation en Région wallonne

Les 3 et 4 juin, dans le cadre de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne, les membres du Comité de l'éducation du Conseil de l'Union européenne se sont retrouvés dans la région de Mons pour une réunion informelle, organisée au Grand-Hornu, ancien site industriel classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, ainsi que pour des visites de terrain.

La réunion informelle fut l'occasion de discuter de la nouvelle gouvernance des écoles, dans le cadre du Pacte pour un enseignement d'excellence de la Communauté française de Belgique, et en lien avec les politiques et pratiques éclairées par des données probantes, une des priorités de la Présidence belge dans le domaine de l'éducation. Les attachés éducation, dans le cadre du 50ème anniversaire du Comité de l'éducation, ont également réfléchi aux modes de fonctionnement du Comité et aux possibles améliorations.

Ce fut également l'occasion pour les représentants des États membres de l'UE de découvrir le Centre de Technologie Avancée de Mons, situé au sein de l'Institut Saint-Luc, ainsi que le musée MUMONS et les installations de pointe du Centre d'Innovation "Le Click".

- ▶ [Article du magazine PROF sur les CTA](#)
- ▶ [Le Pacte pour un enseignement d'excellence](#)
- ▶ [Le Centre d'Innovation "Le Click"](#)
- ▶ [Vidéo CTA](#)



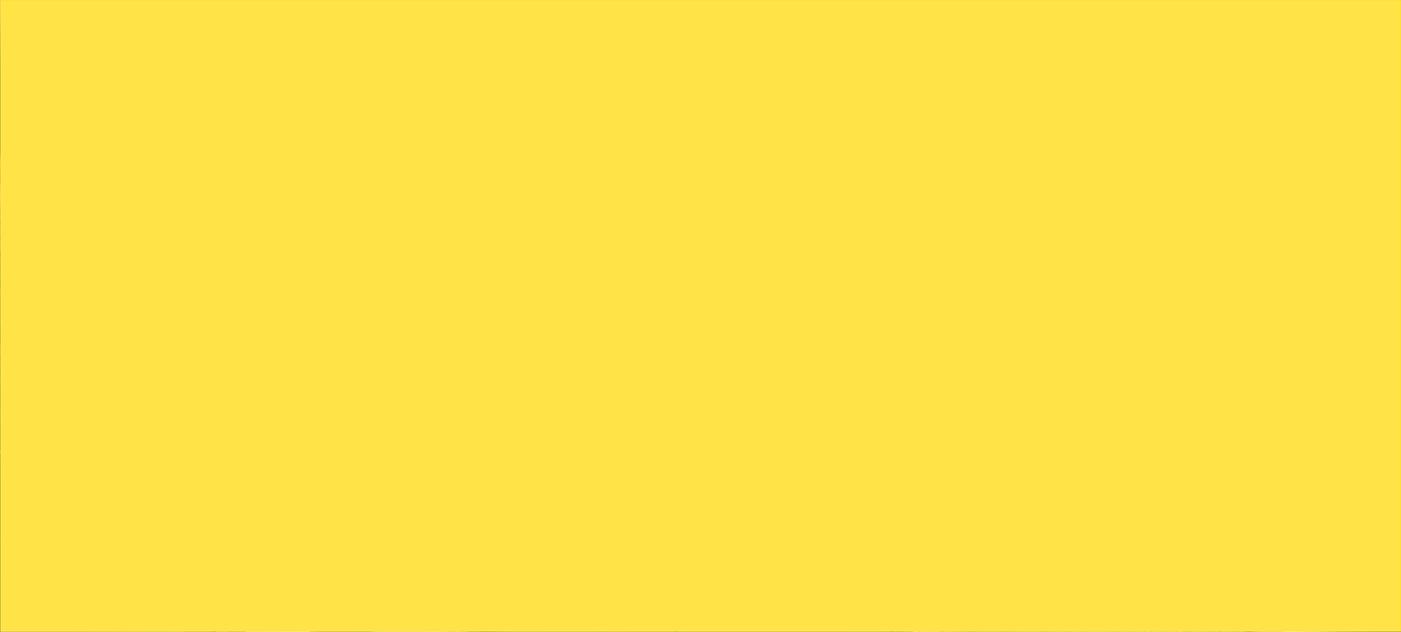


Réunion des attachés du Comité de l'éducation en Région flamande

La réunion des attachés éducation en Flandre s'est déroulée le 5 juin à Courtrai. Outre les représentants des États membres de l'UE, le personnel des institutions européennes a également participé à cette journée.

Ils ont visité les hautes écoles VIVES et Howest ainsi que le centre d'enseignement pour adultes CVO Miras, et ont pu se faire une idée des innovations éducatives flamandes en matière d'IA, de technologie de l'hydrogène, de jeux, de design durable, d'apprentissage du néerlandais comme deuxième langue et d'éducation inclusive pour les groupes défavorisés. Le déjeuner a été servi par les étudiants de l'école hôtelière RHIZO. Après une brève visite du centre-ville de Courtrai, la journée s'est terminée par une réception officielle à l'hôtel de ville.

- ▶ **VIVES Hogeschool**
- ▶ **Howest University of Applied Sciences**
- ▶ **CVO Miras**



1974 → 2024

50th Anniversary
of the Education Committee



50ème anniversaire du Comité de l'éducation

Le 13 juin, la Présidence belge du Conseil de l'UE et le Secrétariat général du Conseil ont organisé conjointement une conférence pour marquer les 50 ans du Comité de l'éducation, célébrant son rôle central dans l'élaboration de la coopération européenne en matière d'éducation et de formation. Créé par une résolution du 6 juin 1974, le Comité a considérablement influencé la collaboration européenne en matière d'éducation au cours des cinq dernières décennies.

La conférence a réuni des membres actuels et anciens du Comité de l'éducation, des contributeurs clés et des parties prenantes de toute l'Europe. Doris Pack, Viviane Reding et Herman De Croo, qui ont évoqué des réalisations majeures telles que le programme Erasmus+, figuraient parmi les éminents orateurs. Ils ont évoqué leurs espoirs pour l'avenir, en mettant l'accent sur la reconnaissance mutuelle des diplômes et sur l'importance de l'accueil et de l'éducation de la petite enfance. Mme Reding et Mme Pack ont souligné la nécessité d'augmenter le nombre de femmes dans les domaines des STEM et des TIC, en insistant sur l'importance de remédier à leur abandon des sciences dès le plus jeune âge.

Des représentants de diverses associations éducatives, dont l'Association des universités européennes (EUA) et la plateforme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ont participé à une table ronde sur l'avenir de l'Espace européen de l'éducation. Ils ont discuté du renforcement de la coopération en



matière d'éducation et de formation, de la nécessité d'une solide formation initiale des enseignants et d'un développement professionnel continu, ainsi que du rôle de la recherche dans le renforcement des programmes d'études.

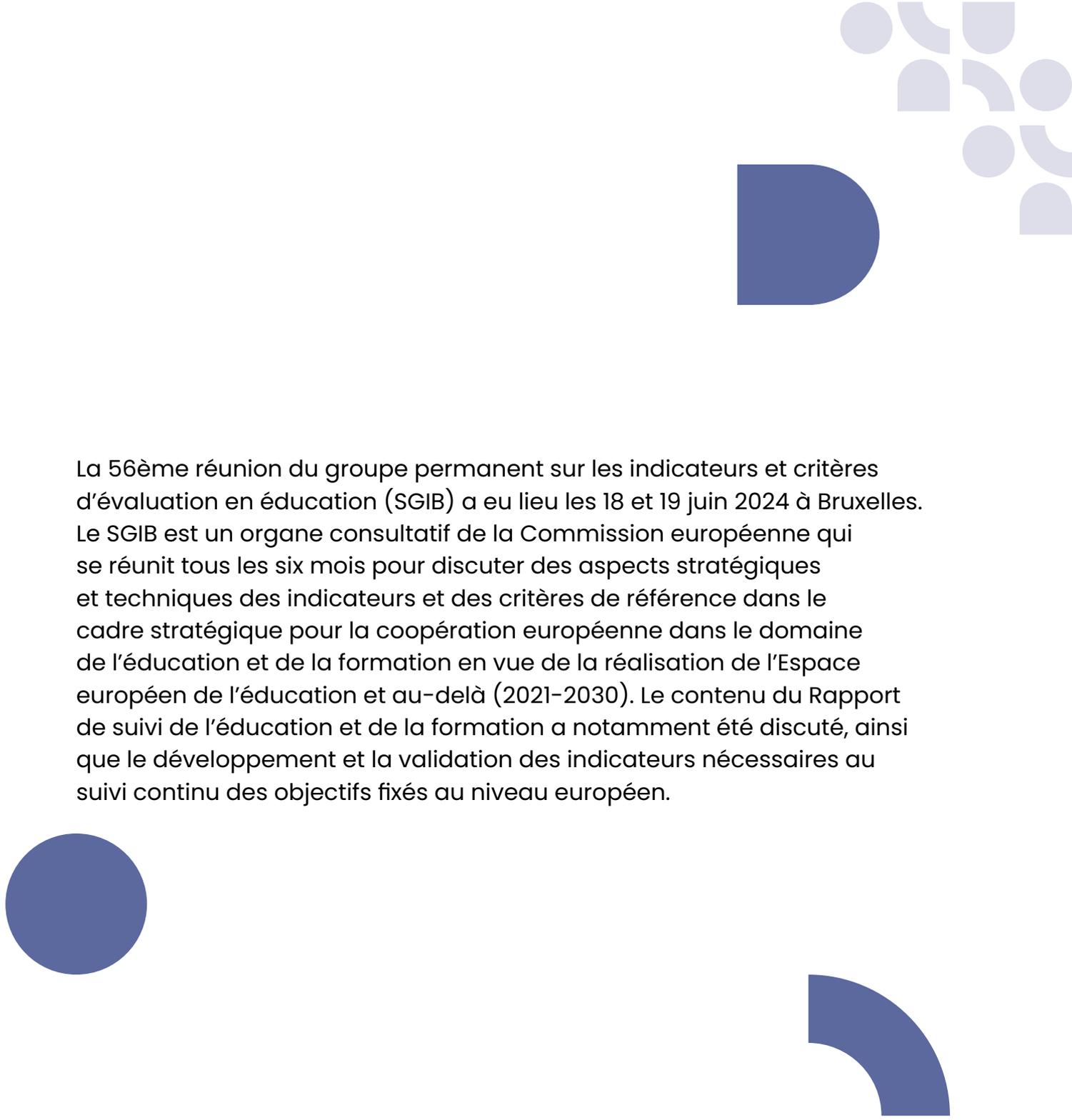
La plateforme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, a mis l'accent sur l'effort collectif en matière d'éducation, tandis que l'Union des étudiants d'Europe a souligné l'importance du suivi des recommandations et de l'implication des acteurs nationaux. L'association des universités européennes a, quant à elle, souligné l'impact global des politiques de l'UE dans le domaine de l'éducation et a appelé à de meilleures synergies entre les différents processus politiques afin de favoriser le changement.

Pour plus d'informations et un lien vers l'enregistrement (disponible en français) :

▶ [50ème anniversaire du Comité de l'éducation](#)

Le groupe permanent sur les indicateurs et critères d'évaluation en éducation (SGIB)





La 56ème réunion du groupe permanent sur les indicateurs et critères d'évaluation en éducation (SGIB) a eu lieu les 18 et 19 juin 2024 à Bruxelles. Le SGIB est un organe consultatif de la Commission européenne qui se réunit tous les six mois pour discuter des aspects stratégiques et techniques des indicateurs et des critères de référence dans le cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation en vue de la réalisation de l'Espace européen de l'éducation et au-delà (2021-2030). Le contenu du Rapport de suivi de l'éducation et de la formation a notamment été discuté, ainsi que le développement et la validation des indicateurs nécessaires au suivi continu des objectifs fixés au niveau européen.

- ▶ **Le SGIB**
- ▶ **Rapport de suivi de l'éducation et de la formation**

Recommandation du Conseil : “L’Europe en mouvement – Des possibilités de mobilité à des fins d’éducation et de formation offertes à tous”

Le 15 novembre 2023, la Commission a publié la proposition de recommandation du Conseil intitulée “L’Europe en mouvement – Des possibilités de mobilité à des fins d’éducation et de formation offertes à tous”. Cette proposition, qui fait partie du paquet “Mobilité des talents”, fait suite à la recommandation “Jeunesse en mouvement”, de juin 2011.

De janvier à avril 2024, la Présidence belge a coordonné les négociations sur cette recommandation au sein du Comité de l’éducation. Cette recommandation a été formellement adoptée le 13 mai 2024 par les ministres de l’éducation des États membres lors du Conseil EJCS.

La mobilité des jeunes et les programmes tels qu’Erasmus+ sont l’une des caractéristiques les plus visibles et les plus connues de l’Union européenne. La recommandation “L’Europe en mouvement” vise à rendre cette mobilité plus accessible et à l’intégrer dans tous les programmes d’études. Elle vise également à diversifier les apprenants participant aux expériences de mobilité : non seulement les étudiants de l’enseignement supérieur, mais aussi (davantage) les étudiants de l’enseignement et de la formation professionnels, les apprentis, les enseignants, les participants à des programmes sportifs, ...

Cette recommandation invite les États membres à s’efforcer d’atteindre des objectifs de mobilité plus élevés au niveau de l’UE d’ici à 2030. Dans l’enseignement supérieur, la part des diplômés ayant bénéficié d’une expérience de mobilité à l’étranger devrait être d’au moins 23 % et dans l’EFP, la part des apprenants professionnels ayant bénéficié d’une expérience de mobilité à l’étranger devrait être d’au moins 12 %. En outre, cette recommandation





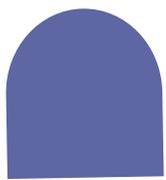
insiste sur l'importance des approches inclusives de la mobilité à des fins d'apprentissage. Les États membres sont également invités à atteindre collectivement une proportion d'au moins 20 % de personnes moins favorisées parmi tous les apprenants bénéficiant d'une mobilité d'apprentissage à l'étranger d'ici 2027.

En outre, cette recommandation souligne l'importance des données probantes et des méthodes de collecte de données. Elle invite la Commission à élaborer, d'ici à 2026, en étroite collaboration avec les États membres et sur la base et avec l'avis d'experts du groupe permanent sur les indicateurs et critères d'évaluation en éducation (SGIB), une proposition de nouvelle méthodologie pour la collecte de certaines données. Cette demande de nouvelle méthodologie concerne, d'une part, la part des diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience de mobilité à l'étranger. D'autre part, elle concerne la part des personnes moins favorisées parmi tous les apprenants bénéficiant d'une mobilité à l'étranger dans les secteurs de l'éducation et de la formation, de la jeunesse et du sport.

La Commission est également invitée à réaliser, d'ici 2025, une étude sur les possibilités, les défis et les effets d'une mobilité équilibrée (y compris la mobilité de crédits et la mobilité diplômante) dans l'UE, en tenant compte des diverses conséquences du phénomène de la circulation des cerveaux.

Enfin, dans ses annexes, la présente recommandation souligne l'importance et les spécificités de la mobilité des apprentis et des enseignants, qui devrait être encouragée.

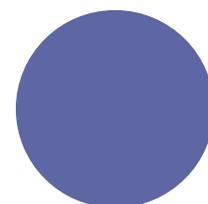
- ▶ [La recommandation "L'Europe en mouvement"](#)
- ▶ [Lien vers le paquet législatif "Mobilité des talents"](#)
- ▶ [Le Comité de l'éducation](#)
- ▶ [Le SGIB](#)

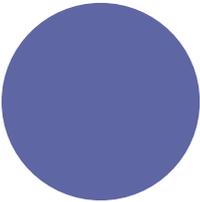


Conclusions du Conseil sur la promotion des politiques et des pratiques éclairées par des données probantes dans le domaine de l'éducation et de la formation en vue de la réalisation de l'espace européen de l'éducation

Lors du Conseil ministériel formel des 13 et 14 mai, le Conseil EJCS a adopté des conclusions sur la promotion de politiques et de pratiques éclairées par des données probantes dans le domaine de l'éducation et de la formation en vue de la réalisation de l'Espace européen de l'éducation. Ces conclusions mettent l'accent sur la promotion d'une attitude positive à l'égard de la recherche en éducation et sur le renforcement de la capacité de toutes les parties prenantes à relever les défis liés à la production, à la médiation et à l'utilisation de la recherche en éducation. En outre, les conclusions visent à promouvoir l'utilisation des données dans l'éducation et la formation et à poursuivre le développement du "laboratoire d'apprentissage sur l'investissement dans une éducation et une formation de qualité". Par ces conclusions, le Conseil invite les États membres et la Commission européenne à renforcer l'éducation éclairée par des données probantes dans l'Espace européen de l'éducation. L'approbation de ces conclusions répond à l'un des principaux objectifs de la Présidence belge dans le domaine de l'éducation.

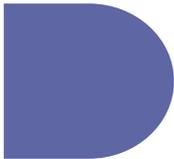
- ▶ [Lien vers les conclusions](#)
- ▶ [Le laboratoire d'apprentissage sur l'investissement dans une éducation et une formation de qualité \(Learning Lab\)](#)





Crédits photos :

- Jelle Jansegers, pages 4, 5, 7, 8, 9, 10, 12, et 15
- Michael Chia, page 11
- E. Meunier - WBI, pages 14 et 16 (photo de groupe)
- Direction Communication AGE, page 3
- Juien Nizet - Belgian Presidency of the Council of the European Union (page 6)
- European Union (pages 13 et 16 - photos de la réunion-)



**Administration générale de l'Enseignement
Service des relations internationales
Avenue du Port, 16 - 1080 Bruxelles
www.enseignement.be
Décembre 2024**

**Editeur responsable: Quentin David
Administrateur général f.f de l'Enseignement
Avenue du Port, 16 - 1080 Bruxelles**